

Reportage Estelle Bouteiloup

L'AGRICULTURE URBAINE EN MARCHÉ

pour une nouvelle révolution verte

Ébranlée par la crise et les scandales, la filière agricole doit reconquérir le cœur des consommateurs de plus en plus méfiants sur l'origine et la qualité des produits qu'ils achètent. Si le bio et les circuits courts sont aujourd'hui plus qu'une tendance, l'agriculture urbaine doit aussi innover et se réinventer tout en retrouvant sa place dans les communes.

« En ce moment, c'est quatre scuds qui tombent sur l'agriculture chaque semaine dans la presse nationale ! Pourquoi on nous en veut tant ? »... Ce matin-là, c'est un nouvel article dans le quotidien local sur les risques liés aux pesticides qui fait réagir Rémi Dumery, cultivateur beauveron installé à Boulay-lès-Barres. « Il y a cinq ans, il y avait 850 pesticides sur le marché ; aujourd'hui, on en compte moins de 300. On arrive à un seuil où il n'y a plus de solution pour combattre insectes et adventices ! La réglementation est pesante, aberrante, plus applicable ! Pesticides, nitrates n'ont plus aucun rôle que d'être nocifs. Et la seule source d'information des consommateurs, c'est la télévision. Du coup, on a beaucoup de difficulté à répondre. » D'autant qu'il semblerait que la communication et l'ne soit pas le point fort de la filière... « Depuis trente ans, on nous sert le même sondage : Aimez-vous les agriculteurs ? Oui à 85%, Aimez-vous l'agriculture ? Non, à 85% ! ». Aussi, face à ce déficit d'image, Rémi Dumery a intégré un nouveau réseau, #AgriDemain, un mouvement national qui réunit les principales organisations professionnelles et des agriculteurs. L'idée ? Mieux faire connaître les pratiques du métier au grand public pour restaurer la confiance. Pour y parvenir, rien de tel

qu'une communication active : opération Fermes Ouvertes, spectacles et lectures dans des espaces culturels, écoles et dans les champs. Localement, Rémi Dumery est un ambassadeur hors pair. Et ce n'est pas tout ! Il est aussi hyperconnecté ! Un blog (<http://dumdem-cultivateur.blogspot.fr>), un compte Twitter (@RemDumDum) associé à Paper Li et une page Facebook. « La com' est un pilier de l'agriculture de demain. Il faut faire savoir que nous ne sommes pas des vilains petits canards. Notre préoccupation, c'est la viabilité du métier. On arrive au bout de l'optimisation de la révolution verte de 1960. Selon une étude sur www.terre-net.fr, 14% des agriculteurs sont prêts à arrêter fin 2016. Dans le Loiret, plus de 50% des agriculteurs perdent de l'argent à produire de la nourriture ».

L'économie torpillée

Car, évidemment, le malaise agricole qui dure depuis deux ans est bien plus qu'une affaire de manque de communication. L'étincelle ? « Une bourde du Président Hollande, explique Michel Masson, président de la Chambre d'Agriculture du Loiret, qui a refusé de vendre deux Mistral à la Russie. Résultat : des mesures de rétorsion de Poutine, qui n'a plus acheté de denrées agricoles européennes. Porcs,

fruits, légumes... les achats ont reflué, déstabilisant les marchés. Et ni la France ni l'Europe n'ont assumé cette décision ». Toutefois, il semblerait que les choses bougent un peu. « Nous avons en France les charges sociales les plus élevées d'Europe : une décision d'allègement de 10% a été prise pour cette année. Mais comment sortir véritablement du tunnel sans revenir sur certaines réglementations ? Sur le plan environnemental, certains produits chimiques sont interdits en France, mais pas dans le reste de l'Europe. C'est le cas du diméthoate, l'insecticide tuant l'asticot de la mouche ravageuse du cerisier ! On torpille notre économie et on abuse le consommateur en important des cerises du Chili qui se conservent plus longtemps que les nôtres, mais c'est parce qu'elles sont plongées dans un fongicide. Il y a une réelle distorsion ! » Et c'est ainsi, à coup de scandales (vache folle, viande de cheval dans les lasagnes, etc.) que l'on arrive à un désamour des consommateurs pour le monde agricole. Ces derniers, en quête de qualité, de traçabilité, de confiance, et face à l'absurdité du voyage des denrées, optent de plus en plus pour le circuit court. « C'est une tendance qui monte avec, selon les régions, entre 2 et 5% des volumes. Quant au bio, c'est

entre 5 et 6% du marché. C'est un marché de niche qui n'est pas encore à maturité : cela représente seulement 10% de la consommation et on aura du mal à aller plus loin. ».

Des ZAP pour protéger l'agriculture

Benjamin Trouslard, lui, en a fait le pari. À 28 ans, il vient de s'installer à Chécy pour produire sur 6 000 m² des légumes de plein champ en bio. « Non, ça ne me fait pas peur ! 7 500 véhicules passent chaque jour sur cette nationale et le bio n'est plus un effet de mode ». Porté depuis quatre ans, son projet d'installation (www.lepotagerdantan-chedcy.com) s'est concrétisé en une année. Il faut dire qu'il collait parfaitement aux orientations environnementales de la commune. « Chécy voulait préserver l'agriculture sur son territoire avec la création d'une Zone Agricole Protégée et réintroduire des agriculteurs. Je suis arrivé au bon moment, d'autant que mon souhait était de m'installer au plus tôt pour avoir une gamme d'été ». Au final, ce seront pas moins de 45 légumes différents et 75 variétés de légumes courants, anciens et médiévaux que les consommateurs pourront découvrir. Et pour limiter les pertes de marges prises par les intermédiaires, Benjamin proposera dès juin